



SYNTHESE SUR LES EVENEMENTS EN COURS A LA COP 26 CLIMAT A GLASGOW, ECOSSE

Evènements majeurs du 2 novembre 2021

Au cours de cette troisième journée, les engagements de la COP se sont concentrés sur des actions concrètes pour limiter la hausse des températures. Un large éventail d'annonces se sont concentrés sur le signal d'un changement clair de l'ambition à l'action immédiate. Les pays ont pris des engagements sans précédent pour protéger les forêts, réduire les émissions de méthane et accélérer les technologies vertes. Le troisième jour de la COP26 répond aux appels à l'urgence d'hier par des actions concrètes.

Les dirigeants mondiaux, les jeunes et les militants ont tous souligné l'urgence de prendre des mesures concrètes pour maintenir la perspective de contenir la hausse de la température mondiale à 1,5 ° C et de renforcer la résilience aux impacts climatiques.

COP 26 : les pays du bassin du Congo obtiennent un financement de 1,5 milliard\$ pour protéger ses forêts et ses tourbières

Onze pays industrialisés et des organisations internationales ont annoncé, ce mardi 2 novembre 2021 en marge de la COP26, dans une déclaration conjointe un financement 1,5 milliard de dollars américains en soutien aux pays du bassin du Congo afin de protéger les forêts, les tourbières ainsi que d'autres réserves de carbone essentielles pour la planète. Ce financement qui s'étalera sur cinq (5) ira de 2021 à 2025.

Les pays industrialisés saluent le leadership politique des pays d'Afrique centrale qui ont maintenu le couvert forestier face aux pressions croissantes, y compris mais pas exclusivement à travers les engagements énoncés dans la Déclaration de la COMIFAC de 2021 et dans les lettres d'intention nationales signées avec CAFI dans le cadre de la Déclaration conjointe de CAFI de 2015.

Ils notent la nécessité de soutenir les efforts en travaillant en partenariat avec les pays d'Afrique centrale et les organisations régionales, pour atteindre des objectifs définis conjointement. »

« Nous démontrons aujourd'hui notre engagement envers cette région importante en annonçant un engagement collectif initial d'au moins 1,5 milliard de dollars de financement entre 2021-2025 pour soutenir des efforts et des résultats ambitieux dans la région pour protéger et maintenir les forêts, les tourbières et autres réserves de carbone. »

Cette enveloppe sera consolidée au fur et à mesure. Pour ce faire, les pays et organisations signataires invitent d'autres donateurs à accroître significativement leur soutien à cette région.

« Nous entendons consolider cet engagement au cours des prochaines années, en cherchant à augmenter le financement et les investissements provenant d'un large éventail de sources publiques et privées, tout en améliorant les aspects coordination, efficacité et accessibilité de ces initiatives. Nous invitons également d'autres donateurs à accroître significativement leur soutien à la protection et à la gestion durable des forêts du Bassin du Congo » ajoute la déclaration conjointe. »

Les pays et organisations signataires sont : Union européenne, République fédérale d'Allemagne, République française, Japon, Royaume de Belgique, Royaume des Pays-Bas, Royaume de Norvège,

Royaume de Suède, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, ainsi que Fonds Bezos pour la Terre.

Plus d'engagements des dirigeants du monde à lutter contre les changements climatiques

Plus de 35 dirigeants mondiaux ont soutenu et signé le nouveau programme de percée de Glasgow, qui verra les pays et les entreprises travailler ensemble pour intensifier et accélérer considérablement le développement et le déploiement de technologies propres et réduire les coûts cette décennie. Les signataires comprennent les États-Unis, l'Inde, l'UE, les économies en développement et certaines des plus vulnérables au changement climatique, représentant collectivement plus de 50 % de l'économie mondiale et de chaque région.

L'objectif est de faire des technologies propres le choix le plus abordable, accessible et attrayant pour tous dans le monde dans les secteurs les plus polluants d'ici 2030, en aidant en particulier les pays en développement à accéder à l'innovation et aux outils nécessaires pour une transition juste vers le zéro net.

Les travaux se concentreront sur cinq secteurs clés - l'électricité, le transport routier, l'hydrogène, l'acier et l'agriculture - qui représentent ensemble plus de la moitié des émissions mondiales totales et démontrent davantage comment les pays passent des engagements à des actions concrètes.

Les dirigeants adhérant aux percées de Glasgow se sont également engagés à discuter des progrès mondiaux chaque année dans chaque secteur à partir de 2022 - soutenus par des rapports annuels dirigés par l'Agence internationale de l'énergie en collaboration avec l'Agence internationale des énergies renouvelables et les champions de haut niveau des Nations.

Respecter l'engagement de 100 milliards de dollars et financer l'adaptation

Les pays ont pris de nouveaux engagements pour augmenter les financements pour aider les pays en développement à faire face aux impacts du changement climatique, y compris un engagement de la Norvège à tripler son financement d'adaptation, des engagements du Japon et de l'Australie à doubler leur financement d'adaptation, et des engagements de la Suisse, des États-Unis et Canada pour le Fonds d'adaptation.

Cela comprenait le plus grand engagement de financement de l'adaptation des États-Unis à ce jour, pour réduire les impacts climatiques sur les personnes les plus vulnérables au changement climatique dans le monde. Alors que le Canada s'est engagé à allouer 40 % de son financement climatique à l'adaptation.

De nouveaux engagements pour le financement climatique sont également venus du Royaume-Uni, de l'Espagne, du Japon, de l'Australie, de la Norvège, de l'Irlande et du Luxembourg, qui s'appuient sur le plan défini avant la COP26 pour fournir les 100 milliards de dollars par an aux pays en développement.

Pour lutter contre les difficultés auxquelles de nombreux pays sont confrontés avec la bureaucratie de la sécurisation des investissements climatiques, un nouveau financement de 100 millions de livres sterling du Royaume-Uni a été annoncé aujourd'hui pour soutenir l'approche du groupe de travail sur l'accès au financement climatique, coprésidé par le Royaume-Uni et les Fidji.

Le groupe de travail a lancé un partenariat avec cinq « pays pionniers » – le Bangladesh, les Fidji, la Jamaïque, le Rwanda et l'Ouganda – pour les aider, ainsi que leurs communautés locales, à obtenir le financement dont ils ont besoin pour leurs plans climatiques.

D'autres engagements sont attendus dans les prochains jours, notamment sur l'adaptation. La COP verra également le lancement de discussions sur un nouvel objectif financier mondial pour remplacer l'objectif de 100 milliards de dollars à partir de 2025.

Des finances publiques pour un futur net zéro

Démontrant les avantages directs de ce que le financement public du climat peut apporter : les dirigeants d'Afrique du Sud, du Royaume-Uni, des États-Unis, de France, d'Allemagne et de l'Union européenne ont annoncé le 2 novembre 2021, un partenariat novateur pour soutenir l'Afrique du Sud dans une transition énergétique juste accélérée.

Dans un premier temps, le partenariat international a annoncé que 8,5 milliards de dollars pourraient être débloqués au cours des 3 à 5 prochaines années pour aider l'Afrique du Sud - le producteur d'électricité le plus intensif en carbone au monde - à atteindre l'objectif de réduction des émissions le plus ambitieux au sein de sa Contribution déterminée au niveau national.

Mobiliser des financements privés

Les ministres des Finances ont également discuté du fait que les milliards de dollars de financement public doivent être utilisés pour mobiliser les milliers de milliards de dollars de financement privé nécessaires pour un avenir net zéro résilient au changement climatique, et comment aider les pays en développement à accéder à ce financement.

Les États-Unis, la Commission européenne et le Royaume-Uni se sont également engagés à travailler en partenariat avec les pays pour soutenir une reprise verte et résiliente après COVID-19 et stimuler les investissements pour des infrastructures propres et vertes dans les pays en développement.

Le Royaume-Uni a également engagé 576 millions de livres sterling à la COP pour un ensemble d'initiatives visant à mobiliser des financements dans les marchés émergents et les économies en développement, dont 66 millions de livres sterling pour étendre le programme britannique MOBILIST, qui aide à développer de nouveaux produits d'investissement qui peuvent être cotés sur les marchés publics et attirer différents types d'investisseurs.

Les initiatives annoncées par le Groupe de la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement partageront les risques avec les pays en développement et viseront à lever jusqu'à 8,5 milliards de dollars de nouveaux financements à l'appui de l'action climatique et du développement durable. Il y a eu également le lancement d'un nouveau mécanisme de financement innovant - le Mécanisme des marchés de capitaux des Fonds d'investissement pour le climat (CCMM) qui stimulera les investissements dans les énergies propres comme l'énergie solaire et éolienne dans les pays en développement.

Aligner le financement privé sur le net zéro

Les institutions financières privées ont également franchi une étape importante pour s'assurer que les investissements existants et futurs sont alignés sur l'objectif mondial de zéro net.

Trente-cinq pays ont convenu de prendre des mesures obligatoires pour garantir que les investisseurs ont accès à des informations fiables sur les risques climatiques afin d'orienter leurs investissements vers des zones plus vertes. Et pour garantir des normes communes, 36 pays ont

salué l'annonce d'un nouvel organisme international, l'International Sustainability Standards Board (ISSB).

Plus de 130 000 milliards de dollars de financement privé sont désormais engagés dans des objectifs de zéro net fondés sur la science et des jalons à court terme, par le biais de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero, dirigée par Mark Carney.

La chancelière britannique a également annoncé son intention d'aligner la place financière britannique sur zéro net. Dans le cadre des propositions, les institutions financières britanniques et les sociétés cotées seront tenues de publier des plans de transition net zéro qui détaillent comment elles s'adapteront et se décarboniseront à mesure que le Royaume-Uni se dirigera vers une économie nette zéro d'ici 2050.

Sources : [Desknature.com](https://www.desknature.com), [ukcop26.org](https://www.ukcop26.org)